

Table des matières

INTRODUCTION	13
CHAPITRE 1^{ER}. CADRE NORMATIF	15
SECTION 1^{RE}. CADRE LÉGAL DE LEGE LATA	15
Sous-section 1^{re}. Code civil	15
010. Siège de la matière	15
020. Régime perfectible	15
030. Dérogations au droit commun	15
Sous-section 2. Code de droit économique	16
040. Différend qui oppose une entreprise et un consommateur	16
050. Contrats B2B	17
Sous-section 3. Législations particulières	17
060. Aperçu	17
SECTION 2. EXISTENCE D'UN PROJET DE RÉFORME	18
070. Réforme du Code civil	18
080. Points-clés	18
CHAPITRE 2. NOTION, CARACTÈRES ET CLASSIFICATIONS DU CONTRAT DE TRANSACTION	19
SECTION 1^{RE}. NOTION ET DÉFINITIONS	19
090. Notion polysémique	19
100. Définition du Code civil	19
110. Définition revue par la doctrine et la jurisprudence	20
120. « Vaststellingovereenkomsten »	20
SECTION 2. CARACTÈRES	21
130. Contrat consensuel	21
140. Contrat synallagmatique	22
150. Contrat à titre onéreux	23
160. Contrat commutatif ou aléatoire	23
170. Contrat indivisible ?	23
180. Mode alternatif de règlement des conflits	24

SECTION 3. <i>CLASSIFICATIONS</i>	24
190. Transaction extrajudiciaire ou judiciaire	24
200. Transaction avec effet déclaratif et/ou translatif	24
210. Transaction avec effet négatif et effet positif	25
CHAPITRE 3. ÉLÉMENTS ESSENTIELS	26
SECTION 1 ^{RE} . <i>INTRODUCTION</i>	26
220. Présentation des trois éléments constitutifs	26
SECTION 2. <i>L'EXISTENCE D'UNE CONTESTATION (OU D'UN LITIGE) NÉE OU À NAÎTRE</i>	26
230. Existence d'une contestation née ou à naître	26
240. Conception souple : illustrations	28
250. Le doute : un élément essentiel de la transaction ? (non)	28
SECTION 3. <i>INTENTION COMMUNE DE METTRE FIN AU LITIGE</i>	29
260. Principes	29
270. Intérêt	29
280. Risque de confusion	29
SECTION 4. <i>LES CONCESSIONS RÉCIPROQUES</i>	30
290. Essence du contrat	30
300. Portée de la notion de concessions	32
310. Objet des concessions	33
320. Applications (oui)	33
330. Applications (non)	34
CHAPITRE 4. OPÉRATION COMPLEXE : THÉORIE DE L'ABSORPTION VERSUS THÉORIE DU CUMUL	37
340. Contextualisation	37
350. Théorie de l'absorption	37
360. Théorie du cumul (ou qualification distributive)	38
370. Théorie du contrat <i>sui generis</i>	38
CHAPITRE 5. INSTITUTIONS VOISINES	39
380. Contextualisation	39
SECTION 1 ^{RE} . <i>DISTINCTION AVEC D'AUTRES CONTRATS</i>	39
390. Transaction et convention d'arbitrage	39

400.	Transaction et convention désignant un tiers dont la décision liera les parties	40
SECTION 2. AUTRES DISTINCTIONS		40
410.	Transaction et renonciation à un droit	40
420.	Transaction et désistement	41
430.	Transaction et acquiescement	41
440.	Transaction et retrait litigieux	42
450.	Transaction et arrêté de compte	42
460.	Transaction et partage	43
470.	Transaction et serment décisoire	44
480.	Transaction et quittance	45
490.	Transaction et jugement	47
500.	Transaction et jugement : enjeu particulier en matière de fermeture d'entreprise	48
510.	Transaction et convention préalable à divorce par consentement mutuel	49
520.	Transaction et réorganisation judiciaire par accord collectif	49
CHAPITRE 6. FORMATION DU CONTRAT		50
SECTION 1^{RE}. CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT DE TRANSACTION		50
530.	Conditions de validité du contrat de transaction	50
540.	Articulation avec le droit commun	50
SECTION 2. CONSENTEMENT ET VICES DE CONSENTEMENT		51
550.	Caractère consensuel de la transaction	51
Sous-section 1^{re}. Erreur		51
560.	Bases légales	51
§ 1^{ER}. ERREUR DE FAIT		52
570.	Erreur sur l'objet (ou, plus exactement, la cause)	52
580.	Erreur sur la personne	54
590.	Erreur de calcul	55
600.	Erreur sur les éléments factuels incertains	56
§ 2. ERREUR DE DROIT		56
610.	Dérogation au droit commun	56
620.	Affinement	57
630.	Applications (oui)	58
640.	Erreur de droit ou erreur de fait ?	59

§ 3. « ERREUR » (OU, PLUS EXACTEMENT, DÉFAUT D'OBJET/ CAUSE) VISÉE À L'ARTICLE 2054 DU CODE CIVIL	59
650. Nullité et caractère faux d'un titre	59
660. Articulation avec le rejet de l'erreur de droit	61
§ 4. « ERREUR » (OU, PLUS EXACTEMENT, DÉFAUT D'OBJET/ CAUSE) VISÉE À L'ARTICLE 2055 DU CODE CIVIL	61
670. Transaction sur pièces ultérieurement reconnues comme fausses	61
680. Erreur : concept galvaudé	62
690. Adverbe « entièrement » et caractère indivisible de la transaction	62
§ 5. « ERREUR » (OU, PLUS EXACTEMENT, DÉFAUT D'OBJET/ CAUSE) VISÉE À L'ARTICLE 2056 DU CODE CIVIL	62
700. Transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée et ignoré d'une ou des deux parties	62
710. Conditions d'application	63
720. Distinction	63
§ 6. « ERREUR » (OU, PLUS EXACTEMENT, DÉFAUT D'OBJET/ CAUSE) VISÉE À L'ARTICLE 2057 DU CODE CIVIL	64
730. Transaction conclue dans l'ignorance de certains titres	64
740. Objet général ou objet spécial	64
§ 7. CAS PARTICULIERS	65
750. Erreur et convention préalable à divorce par consentement mutuel	65
Sous-section 2. Lésion	66
760. Base légale	66
770. Lésion simple et lésion qualifiée : rappels	66
780. Appréciation de la disproportion et de l'abus de faiblesse	67
790. Controverse : lésion et partage transactionnel	68
800. Lésion et vente immobilière	70
810. Lésion et incapacité	70
Sous-section 3. Dol	71
820. Principes	71
Sous-section 4. Violence	75
830. Principes	75
840. Cessation de la violence et approbation	77

SECTION 3. <i>CAPACITÉ</i>	77
Sous-section 1^{re}. Capacité et pouvoir	77
850. Capacité et pouvoir de transiger	77
Sous-section 2. Hypothèses visées à l'article 2045 du Code civil	78
860. Tuteur	78
870. Administrateur d'un incapable	79
880. Communes et établissements publics	79
Sous-section 3. Hypothèses non visées à l'article 2045 du Code civil	81
§ 1 ^{ER} . PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC	81
890. Capacité de transiger	81
900. Limites à la capacité de transiger	81
§ 2. ÉPOUX	82
910. Transaction entre époux	82
920. Transaction avec les tiers	82
§ 3. MINEUR NON ÉMANCIPÉ ET MINEUR ÉMANCIPÉ	84
930. Mineur non émancipé	84
940. Mineur émancipé	85
§ 4. PERSONNES MAJEURES EN SITUATION D'INCAPACITÉ	86
950. Unification des régimes	86
960. Protection extrajudiciaire	86
970. Protection judiciaire	86
§ 5. FAILLI	87
980. Dessaisissement	87
990. (In)capacité du failli ?	88
1000. Sort des transactions	89
Sous-section 4. Pouvoir de transiger	90
§ 1 ^{ER} . MANDAT	90
1010. Principes	90
§ 2. REPRÉSENTANTS LÉGAUX ET JUDICIAIRES	93

A. REPRÉSENTANTS LÉGAUX ET JUDICIAIRES (RENVOIS)	93
1020. Père, mère, tuteur, représentant légal, administrateur de la personne ou des biens de la personne placée sous protection	93
B. ADMINISTRATEUR DE L'ABSENT	93
1030. Administrateur provisoire de l'absent	94
C. HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE, HÉRITIER APPARENT ET CURATEUR À SUCCESSION VACANTE	94
1040. Héritier bénéficiaire	94
1050. Héritier apparent	94
1060. Curateur à succession vacante	94
D. CURATEUR ET TRANSACTION	95
1070. Aperçu	95
1080. Procédure d'autorisation (et d'homologation)	96
1090. Extension au pouvoir de compromettre et de se désister ?	96
SECTION 4. <i>OBJET</i>	97
Sous-section 1 ^{re} . <i>Notion et base légale</i>	97
1100. Notion	97
1110. Existence de l'objet	97
1120. Articles 2054 à 2056, 2057, al. 2 du Code civil	97
Sous-section 2. <i>Conditions de validité</i>	97
1130. Conditions de validité	97
1140. Droit actuel ou futur, conditionnel ou éventuel	98
1150. Objet licite et qui se trouve dans le commerce	98
1160. Illustrations	99
1170. Cas particulier : transaction sur décision judiciaire	100
1180. Cas particulier : transaction en matière de douanes et accises	101
1190. Ordre public et impérativité : règles applicables	102
1200. Affinements en droit du travail : arrêts récents	104
SECTION 5. <i>CAUSE</i>	105
1210. Condition autonome	105
1220. Notion	106
1230. Lien avec l'objet	106
1240. Fausse cause et absence de cause	106
1250. Cause illicite	107
1260. Cas particuliers : transaction fondée sur une disposition déclarée ultérieurement anticonstitutionnelle	108

SECTION 6. FORMALITÉS SUPPLÉMENTAIRES : HOMOLOGATION	108
1270. Hypothèses visées	108
1280. Sanction	109
1290. Cas particulier : la procédure d'homologation en cas de faillite	109
SECTION 7. SANCTION DE LA NULLITÉ	111
1300. Rescision ou nullité	111
1310. Mise en œuvre par voie d'action ou d'exception	111
1320. Régime des nullités relatives et absolues	112
1330. Caractère indivisible de la nullité de la transaction	112
1340. Disparition de l'effet extinctif et avec lui de la fin de non-recevoir	113
1350. Transaction homologuée ou transaction constatée dans un jugement d'accord ou d'expédient	113
CHAPITRE 7. PREUVE DU CONTRAT, QUALIFICATION ET INTERPRÉTATION	115
SECTION 1 ^{RE} . PREUVE	115
1360. Introduction	115
1370. Exigence d'un écrit à titre probatoire pour les transactions en matière civile	115
1380. Exceptions à l'exigence d'un écrit	116
1390. Formalité des « originaux multiples »	117
1400. Preuve de la transaction entre ou contre des entreprises	118
1410. Limites et exceptions à la preuve libre	120
SECTION 2. QUALIFICATION	121
1420. Mission et pouvoirs du juge	121
1430. Qualification en cas d'engagements nouveaux des parties	122
1440. Transaction déguisant un autre contrat	122
SECTION 3. INTERPRÉTATION	123
1450. Distinction : qualification et étendue de la transaction	123
1460. Interprétation et portée de la transaction	123
1470. Volonté réelle des parties	124
1480. Droit d'accès au juge, renonciation et interprétation stricte	125
1490. Interprétation stricte voire restrictive	125
1500. Interprétation stricte ou restrictive : nuances	126
1510. Interprétation la plus favorable au consommateur	127
1520. Cas particulier : indemnités et conséquences imprévisibles d'accidents	127
1530. Cas particulier de la victime	130

SECTION 4. <i>CONTRÔLE DE LA COUR DE CASSATION</i>	132
1540. Contrôle de la Cour de cassation	132
CHAPITRE 8. EFFETS DE LA TRANSACTION	132
SECTION 1 ^{RE} . <i>EFFETS ENTRE PARTIES</i>	132
Sous-section 1^{re}. Effets déclaratifs et/ou translatifs	132
1550. Contextualisation et rappels	132
1560. Effet translatif	132
1570. Effet déclaratif	133
1580. Cas particulier : abandon du bien litigieux moyennant paiement d'une somme d'argent	133
Sous-section 2. Exception de transaction	134
§ 1 ^{ER} . <i>EFFET EXTINCTIF</i>	134
1590. Principes	134
1600. Autorité de la transaction : fin de non-recevoir	136
1610. Autorité de la transaction : défense au fond ?	137
1620. Transaction et actualité du titre exécutoire	138
1630. Effet de la transaction sur les voies d'exécution : compétence	138
§ 2. <i>INEXÉCUTION DE LA TRANSACTION</i>	138
1640. Contextualisation	138
1650. Autorité de la chose jugée et (in)exécution de la transaction	139
1660. Inexécution et renaissance du litige originaire	140
1670. Clauses	140
1680. Compétence	141
1690. Obligations qui naissent de la convention de transaction	143
1700. Obligations de garantie issue des contrats translatifs	144
1710. Sanctions de l'inexécution de droit commun	144
SECTION 2. <i>EFFETS À L'ÉGARD DES TIERS (OPPOSABILITÉ)</i>	146
Sous-section 1^{re}. Relativité des effets internes et opposabilité des effets externes d'une convention	146
1720. Relativité des conventions	146
1730. Distinction entre effets internes et effets externes	147
Sous-section 2. Transaction et codébiton solidaire	148
1740. Transaction invoquée par les codébiteurs solidaires	148
1750. Appréciation critique	149
1760. Transaction opposée aux codébiteurs solidaires	149

1770.	Transaction et indivisibilité	150
1780.	Transaction et obligations <i>in solidum</i>	150
1790.	Transaction et créanciers solidaires	150
Sous-section 3. Subrogation, opposabilité et réparation intégrale		151
§ 1 ^{ER} . SUBROGATION		151
1800.	Principes relatifs à la subrogation	151
1810.	Inopposabilité des exceptions	151
§ 2. OPPOSABILITÉ À L'ÉGARD DES GARANTS		152
1820.	Opposabilité en matière d'assurances	152
1830.	Transaction et conception objective de la réparation intégrale	155
Sous-section 4. Transaction et caution		157
1840.	Effet relatif écarté par l'article 2036 du Code civil	157
1850.	Transaction conclue par la caution	157
1860.	Inefficacité de la clause par laquelle le créancier réserve ses droits contre la caution	158
CHAPITRE 9. CAUSES D'EXTINCTION DU CONTRAT		159
1870.	Résiliation	159
1880.	Résolution	160
1890.	Nullité et rescision	160
1900.	Théorie des risques	160
1910.	Caducité	160
CHAPITRE 10. APPLICATIONS DIVERSES		161
SECTION 1 ^{RE} . FAUX-AMIS		161
1920.	Transaction civile (dading) et transaction pénale (minnelijk schikking)	161
1930.	Transaction sur l'action civile	162
1940.	Transaction en matière administrative	162
1950.	Transaction en matière fiscale (douanes)	163
SECTION 2. TRANSACTION ET QUITTANCE EN DROIT DU TRAVAIL ET EN DROIT DES ASSURANCES		164
1960.	Droit de travail	164
1970.	Droit des assurances	164

1770.	Transaction et indivisibilité	150
1780.	Transaction et obligations <i>in solidum</i>	150
1790.	Transaction et créanciers solidaires	150
Sous-section 3. Subrogation, opposabilité et réparation intégrale		151
§ 1 ^{ER} . SUBROGATION		151
1800.	Principes relatifs à la subrogation	151
1810.	Inopposabilité des exceptions	151
§ 2. OPPOSABILITÉ À L'ÉGARD DES GARANTS		152
1820.	Opposabilité en matière d'assurances	152
1830.	Transaction et conception objective de la réparation intégrale	155
Sous-section 4. Transaction et caution		157
1840.	Effet relatif écarté par l'article 2036 du Code civil	157
1850.	Transaction conclue par la caution	157
1860.	Inefficacité de la clause par laquelle le créancier réserve ses droits contre la caution	158
CHAPITRE 9. CAUSES D'EXTINCTION DU CONTRAT		159
1870.	Résiliation	159
1880.	Résolution	160
1890.	Nullité et rescision	160
1900.	Théorie des risques	160
1910.	Caducité	160
CHAPITRE 10. APPLICATIONS DIVERSES		161
SECTION 1 ^{RE} . FAUX-AMIS		161
1920.	Transaction civile (dading) et transaction pénale (minnelijk schikking)	161
1930.	Transaction sur l'action civile	162
1940.	Transaction en matière administrative	162
1950.	Transaction en matière fiscale (douanes)	163
SECTION 2. TRANSACTION ET QUITTANCE EN DROIT DU TRAVAIL ET EN DROIT DES ASSURANCES		164
1960.	Droit de travail	164
1970.	Droit des assurances	164

CHAPITRE 11. INCIDENCES FISCALES ET SOCIALES DE LA TRANSACTION	167
SECTION 1^{RE}. FISCALITÉ DE LA TRANSACTION	167
1980. Droits d'enregistrement	167
1990. Taxe sur la valeur ajoutée	167
2000. Droits de succession	167
SECTION 2. SÉCURITÉ SOCIALE	167
2010. Transaction avec l'administration : effets à l'égard de l'INASTI	167
PROPOS CONCLUSIFS	168
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	169